En défense de l'OXI grec, pour une Europe des droits sociaux et démocratiques

Category: Europe

écrit par Pacco | 10 août 2015

Quelles leçons tirer, dans les pays membres de l'Union européenne(UE) et au-delà, de ce qu'il faut bien appeler et dénoncer comme une "occupation financière de la Grèce" [1] ? Comme l'affirme avec force Stathis Kouvélakis, l'OXI, ce magnifique "non" du référendum grec, "n'est pas vaincu"[2]. Mais la stratégie de la direction de Syriza – ne pas se confronter à l'UE en espérant un compromis "positif" pour tout le monde – est un échec. Ce n'est rien face au découragement que produirait une "mutation mémorandaire" de Syriza – encore non fatale et enjeu des semaines et mois à venir. Sur ce plan, la vraie question n'est pas le Grexit ou pas, mais le pouvoir (avec ou sans l'euro), avec qui, pour quoi faire ?

Les réflexions qui suivent s'inscrivent dans la logique des positions synthétiquement exprimées par le titre-même de l'ouvrage collectif Attac/Copernic : "Que Faire de l'Europe : désobéir pour reconstituer"[3] : elles considèrent qu'une lutte dans/contre l'UE est possible et nécessaire en assumant la nécessité d'en passer par des ruptures et crises. La crise grecque change-t-elle ce jugement ? Comment préparer les ruptures ?

Les évènements en cours en Grèce imposent un recul et élargissement du débat – en même temps que des urgences solidaires. Il faut désigner et dénoncer les mécanismes néo-coloniaux à l'oeuvre, mais ne pas les entériner comme fatals, encore moins s'aligner sur les projets menaçants d'une consolidation du "noyau historique" de la CEE s'attribuant les pleins pouvoirs contre toutes ses périphéries dépossédées de droits. Mais où sont les périphéries dans le capitalisme

mondialisé et son vieux cœur européen en crise ? .

Au-delà de la direction de Syriza qui avait manifestement une vision optimiste de l'issue des négociations avec les instances dirigeantes de l'UE, de récentes contributions émanant de Die Linke[4] confirment qu'au sein de la Gauche européenne existait une perception "positive" de l'Union, impliquant une fermeture envers les positions de la gauche de Syriza. La contribution d'Alexis Cukier ("réflexion après la défaite" récemment produite sur l'ensemble de cette phase[5]) revient notamment sur ces perceptions et leur évolution.

Mais une approche critique de l'UE, réaliste quant aux confrontations inévitables, existait aussi. Et l'hostilité aux politiques dites d'austérité était la base d'une recomposition en cours. La logique de rupture avec les instances dirigeantes de l'UE recouvrait/recouvre aussi une diversité de positionnements au sein de la gauche radicale, en Grèce et ailleurs, qu'il est essentiel de ne pas simplifier. L'accord sur le slogan de Syriza "pas un sacrifice pour l'euro" impliquait de préparer un possible Grexit. Mais pour une partie des courants radicaux, toute négociations était déjà une trahison, ou au mieux étaient illusoire voire contre-productives : le renoncement aux batailles au sein de l'UE "pour une autre Europe" au profit d'une ligne générale d'exit se transforme alors en orientation générale.

La majeure partie des critiques de gauche des choix du gouvernement Syriza présente comme "confusion" et quasi oxymoron ce qui a fait la victoire de Syriza : l'engagement à lutter dans l'UE contre les politiques d'austérité. C'est accepter l'idée que l'application de cette double ligne par la direction de Syriza, sans préparer l'affrontement, était la seule possible – alors que le débat interne à Syriza n'est pas terminé sur ce plan. Mais, c'est aussi généralement considérer que les seuls choix "clairs" étaient/seraient soit de rester dans l'euro en se soumettant à l'eurogroupe, soit le Grexit (et une ligne générale d'exit). Etant donné le caractère politiquement dramatique de la première option, on voit mal comment ne pas choisir la seconde. Mais ce choix binaire est

problématique et dangereux. Il tend à consolider une "ligne" dont la cohérence devrait être de proposer à la gauche anti-austérité dans toute l'Europe de se battre pour quitter l'UE – et l'UEM, sans mener de batailles au sein de l'UE, en affirmant qu'elles sont impossibles.

Pour Frédéric Lordon[6], "l'avenir de la gauche se joue entre ces quatre propositions":

1. L'euro interdit radicalement toute politique progressiste possible.

2. S'il en était encore besoin, le traitement criminel infligé à la Grèce en six mois de brutalisation (rebaptisée « négociation ») prouve que l'entreprise de « transformer l'euro », ou l'hypothèse d'un « autre euro possible », sont des chimères qui, par désillusions successives, ne mènent qu'à l'impasse et à la désespérance politiques.

3. Abandonner aux extrêmes droites (qui au demeurant n'en feront rien [1]...) toute perspective politique d'en finir avec l'euro et ses institutions est une faute politique qui condamne les gauches européennes à l'impuissance indéfinie.

4. Sauf à continuer de soupirer après ce qui n'arrivera pas – un « autre euro » et l'« Europe sociale » qui va avec – le réarmement des gauches européennes passe donc impérativement par l'imagination de l'après-euro.

Le débat retranscrit dans Regards entre Etienne Balibar et Cédric Durand[7] ébauche lui aussi un choix où s'opposeraient le piège des replis nationalistes et celui de la soumission à l'UE. La théorisation pessimiste de Cédric Durand était clairement exprimée dans l'ouvrage qu'il a coordonné et introduit "En finir avec l'Europe"[8] où il prônait de "mettre entre parenthèse l'Europe", (comme je le contestais dans un article critique – "En finir avec l'UE, pas avec l'Europe »[9] _ que je compléterai par ailleurs), il omettait, dans sa présentation des débats, les positions existantes de lutte dans/contre l'UE assumant l'idée d'une mise en crise nécessaire de cette Union (comme celles exprimées par Michel Husson ou Pierre Khalifa). Or, une telle orientation était exprimée clairement dans le livre collectif Attac/Copernic,

cité plus haut par exemple : « Il serait illusoire de penser qu'on peut sortir de la crise financière, économique et sociale que subissent les peuples européens sans en passer par une crise politique européenne. Une fois cette crise ouverte, le gouvernement de gauche en question prend alors un certain nombre de mesures unilatérales en expliquant qu'elles ont vocation à être étendues à l'échelle européenne. Il s'agit de mesures unilatérales coopératives, en ce sens qu'elles ne sont dirigées contre aucun pays, contrairement aux dévaluations compétitives, mais contre les intérêts économiques et politiques des oligarchies, et que, plus nombreux sont les pays qui les adoptent, plus leur efficacité grandit. C'est donc au nom d'une autre conception de l'Europe qu'un gouvernement de transformation devra mettre en oeuvre des mesures qui rompent avec les règles actuelles de l'Union. La désobéissance aux traités ouvre une confrontation avec les institutions européennes au nom de l'intérêt de tous les peuples européens. »

Or, la voie d'une résistance à l'UE (ou d'une "logique transitoire" de lutte contre/dans l'Union européenne) a été ébauchée pour la première fois en Europe par Syriza. C'était un tournant majeur qui semblait prendre corps lors du référendum. Lordon le reconnaît du bout des lèvres, dans l'article cité, pour passer rapidement sur ce fait : à quoi sert de débattre comment une telle démarche aurait pu être poussée, puisqu'il veut marteler qu'il s'agit d'une « illusion », et en revenir aux choix binaires définis plus haut ?

Cette approche binaire se consolide avec le cours actuel de Tsipras, en identifiant toute orientation de lutte "pour une autre Europe" à un "européisme" naïf ayant une approche "positive" de l'EU et croyant en sa réformabilité. La bonne santé et efficacité du débat implique d'intégrer pleinement toutes les positions en présence.

La position défendue ici – lutte dans/contre l'UE – est dans la logique du "pas un sacrifice pour l'euro" que défendait Syriza. Elle se distingue donc radicalement de toute

soumission aux diktats des autorités européennes (ce qui implique un jugement sur les compromis acceptables ou pas, les "lignes rouges" à ne pas franchir) et donc la question du pouvoir (mieux vaut démissionner que de faire la politique de la droite avec elle). Ce point de vue partage les partisans de l'exit avec comme ligne la critique de toute illusion sur la possibilité de réformer l'UE sans passer par la remise en cause frontale de ses institutions et Traités. Il ne faut donc pas avoir peur de cette confrontation (comme le formule la résolution de la LCR belge "l'épreuve de force en Grèce : l'urgence du débat stratégique à gauche"[10] dont je partage l'esprit général en revenant plus loin sur certaines hypothèses), mais la préparer dans les meilleures conditions possibles.

Un tel objectif imposait de combiner (et non pas d'opposer ou d'ignorer) certaines propositions débattues ou mises partiellement en pratique pour consolider le rapport de force derrière les négociations : l'optique défendue ici, le grexit devait être envisagé comme l'a exprimé Michel Husson[11], "en dernier ressort" et en mettant d'abord l'accent sur la dénonciation de la "dette illégitime, illégale et odieuse" tout en appliquant le slogan de Syriza "pas un sacrifice pour l'euro" en se protégeant des chantages de l'eurogroupe par des mesures unilatérales comme cela fut proposé par Eric Toussaint[12] ou préparé en partie par le ministre Varoufakis (contrôle des mouvements de capitaux, nationalisation des banques et notamment reprise de contrôle de la banque centrale, préparation d'une monnaie parallèle, suspension du paiement de la dette). Et l'on peut imaginer que la "monnaie fiscale" également défendue par Thomas Coutrot[13] aurait pu aussi intégrer des réseaux solidaires tournés vers l'agriculture et les services (santé, éducation...) : dans ces domaines, des formes d'auto-organisation et de solidarité existantes pouvaient être davantage insérées dans une stratégie nationale de résistance sur plusieurs fronts : à la fois contre les pressions externes de l'eurogroupe et du marché mondial, contre l'oligarchie intérieure et ses forces

armées, et contre les politiques de « solidarité pour les « bons Grecs » prônées par Aube Dorée.

Il est facile de critiquer de loin, et il ne s'agit pas ici de prétendre avoir des solutions toutes faites, mais au contraire, d'être à l'écoute de celles qui se sont inventées en Grèce même. Au-delà du rejet indispensable d'inacceptables mémorandums et chantages néo-coloniaux, le débat est légitime et nécessaire à gauche, comme y invitent Etienne Balibar, Sandro Mezzadra, Frieder Otto Wolf dans leur texte, "Le Diktat de Bruxelles et le dilemme de Syriza" . Dans une situation globalement difficile, il n'est pas responsable de prétendre détenir une "bonne" option qui devrait s'imposer avec évidence – comme le souligne Michel Husson dans un débat organisé par Médiapart, (zone euro ou grexit) lorsqu'il conteste les hypothèses "roses" de l'exit prôné par Cédric Durand. L'évaluation "économétrique" de ce qu'il adviendrait en cas d'exit est impossible – comme l'a fort bien souligné un des plus populaires et brillants défenseurs du GREXIT dans la gauche de Syriza, Costas Lapavistats, les "modélisations" supposent des hypothèses stables alors que le contexte sera par essence instable. Sauf qu'il utilisait cet argument contre ceux qui prédisaient le pire chaos. Il vaut aussi pour les autres.

Il faut maintenir ouverts des débats que certains ferment trop vite : d'une part, le scénario grec n'a pas épuisé tous les possibles. Il ne permet pas non plus de faire le test des certitudes affirmées par les partisans de l'exit – et la peur de l'incertain a certainement pesé. Mais il faut assumer clairement le fait qu'aucune politique alternative progressiste ne pourra se stabiliser et s'étendre en Europe sans remise en cause frontale de l'UE. Le comment des ruptures est loin d'être simple quand les rapports de forces sont mauvais. Mais, comme l'ont affirmé notamment Michel Husson ou Pierre Khalifa dans de multiples articles, si l'exit de l'euro n'est pas l'axe convaincant des luttes ni une solution générale, l'exclure est une erreur qui ne permettrait pas en Grèce de tenir tête... aux risques d'un Grexit imposé par les

créanciers, ou à un nouveau diktat financier et monétaire. Mais au-delà du débat conjoncturel et contextualisé, l'exit est-il un axe général et prioritaire des luttes progressistes dans/contre l'UE ? Est-il même un choix évident pour "tous les pays périphériques" comme l'avance la résolution de la LCR belge évoquée plus haut ? Le caractère non évident de la réponse se révèle dès que l'on pose la question : où s'arrêtent les périphéries ? Déjà, l'Etat espagnol est bien moins « périphérique » que la Grèce. Quid de l'Italie ? Quid des périphéries de l'est... et au coeur du « centre » ?

S'il ne faut pas davantage exclure un exit national que des stratégies communes à des regroupements régionaux, il faut s'accrocher aux « analyses concrètes des situations concrètes », et prendre un peu de recul pour choisir surtout "son terrain" de luttes.

Au-delà des débats polémiques qu'il faut éviter, il faut évidemment s'interroger sur la faiblesse des mobilisations aux côtés du peuple grec. Certaines analyses (comme celles de Frédéric Lordon ou Cédric Durand) en font l'illustration d'une impossibilité générale confirmant à leur yeux ("si cela était nécessaire") l'impasse des orientations "pour une Europe sociale" luttant dans l'UE. A la racine du problème il y aurait non pas (seulement) des rapports de forces politiques défavorables – si tel est seulement le cas, pourquoi faudrait-il renoncer ? Un argument supposé non conjoncturel, plus "organique" est en fait mobilisé : "l'absence de peuple européen" ou "d'espace politique européen".

On peut en tout état de cause vouloir tenter seul de s'extraire de ce carcan. Mais il est illusoire, dans le contexte de l'imbrication étroite des investissements directs étrangers et de l'ensemble des relations économiques, financières et commerciales européennes de penser échapper au pouvoir qui s'est consolidé sans l'attaquer au niveau où il existe.

Il faut s'emparer de l'expérience grecque et de l'impact psychologique de cette crise au sein des gauches européennes, à la fois de façon solidaire et pour préparer d'autres "Oxi" –

nationaux/européens.

C'est sur ce point qu'il faut creuser le débat.

Ebauches d'axes de réflexions/actions – de la crise grecque... à la crise ukrainienne

Les réponses à ce sujet s'inscrivent dans les résistances à la guerre sociale planétaire qui caractérise le capitalisme mondialisé depuis le tournant des années 1980. Mais l'unification allemande et le démantèlement de l'URSS ont radicalisé les offensives néo-libérales donnant au "nouveau vieux monde" européen (pour reprendre les termes de Perry Anderson) une violence sociale et des formes institutionnelles particulières, depuis 1989.

Mais un nouvel infléchissement majeur est en cours depuis 2009 : l'UE aurait pu éclater depuis des années. Le choix européen s'est au contraire affirmé dans les pays et sphères dominantes – avec l'exploitation de la dite "crise des dettes souveraines" pour tenter de constitutionnaliser plus que jamais de pseudo "règles d'or" excluant du débat politique et démocratique – y compris dans les limites des parlements nationaux – les choix de politique économique : même le programme d'urgence de Thessalonique et l'ébauche d'expression populaire d'un choix démocratique exprimé par le OXI étaient radicalement contradictoires avec cette logique.

Ce qui est à l'oeuvre sans être stabilisé et légalisé, c'est la consolidation d'un "noyau dur" européen de l'eurogroupe, qui impose ses normes à tous les autres – membres, candidats officiels ou "partenaires" de l'UE – comme l'Ukraine.

Ce n'est donc pas parce qu'elle serait "progressiste" qu'il importe de lutter dans/contre l'UE – mais parce qu'elle est à la fois redoutable et attractive pour diverses raisons – et non sans points faibles : l'hypothèse qu'il serait encore pire d'être totalement "périphérisé" sans pouvoir se battre avec d'autres pour des droits de membres de l'Union, demeurera crédible. L'insoumission à un comportement néo-colonial restera fort. Le principal point faible de cette construction est sa dimension « politique » au sens le plus large – pas seulement le besoin de se légitimer et d'en passer par des

élections... mais aussi de légitimer ses élargissements « civilisateurs » et supposés apporter cohésion sociale et paix.

D'où les axes stratégiques – et de luttes spécifiques – sur lesquels réfléchir/agir :

1° Un axe stratégique unifiant – la nécessaire émergence d'un "bloc hégémonique" politico-social « pour une autre Europe » ; il doit se construire dans/hors/contre/l'UE et ses politiques, en défense des droits nationaux et sociaux à échelle européenne, avec ou sans euro, contre toutes les xénophobies et contre ses guerres « civilisatrices », internes et externes.

C'est la recomposition du continent qui est l'enjeu, avec ses dimensions géo-politiques internationales (que je ne peux traiter ici[14]).

En vérité, l'espace de lutte et de construction d'un "espace politique européen" doit se concevoir dans/hors/contre cette UE pour une autre Europe ; et sa construction ne devrait souffrir d'aucun étapisme, ou renvoi à des lendemains chantants (avec en attendant les replis nationaux, et de simple coordinations "classiques". La problématique alternative européenne ne doit pas se limiter aux frontières de l'UE, encore moins aux seuls pays de l'UEM – de fait, les Forums européens et contre-sommets ne se sont pas réduits aux pays membres. Cela n'empêche pas des regroupements régionaux ou thématiques, des batailles et tactiques spécifiques qui peuvent y être élaborées et articulées (pensées) ensemble.

Cette démarche doit urgemment se construire au plan syndical, associatif, politique sans préjuger du scénario global de remise en cause et crise de l'UE, ni des scénarii particuliers de chaque pays (adhésion ou pas à l'UE, et adoption ou pas de l'euro) qui doivent relever pragmatiquement de conditions concrètes et de choix tactiques, tout en gardant les mêmes axes stratégiques critiques.

Ce qui doit unifier ces contre-pouvoirs et forger un "bloc hégémonique" alternatif, c'est la critique radicale des politiques dominantes qu'elles soient menées avec la livre-

sterling britannique (dans ou hors l'UE), le forint hongrois ou l'euro. Une telle orientation n'oppose pas l'ancrage national des résistances et la recherche systématique, même limitée, d'en faire un outil de contestation de l'UE telle qu'elle est. Une telle orientation ne fait pas du choix "pour ou contre l'euro" (ou l'UE) un choix stratégique : il est alors possible de concevoir des désaccords au sein de la gauche anti-systémique, mais sans que cela empêche la recherche de terrains communs de lutte, y compris la possibilité d'une campagne commune lors d'un référendum : ne peut-on le souhaiter en GB où des partisans du "oui" ou du "non" se situant dans la gauche radicale, auront chacun.e à la fois d'excellents arguments pour leur choix, et cotoieront tou.te.s d'épouvantables adversaires de droite... partageant leur option. Pourquoi ne pas faire campagne sur la critique commune de l'UE et de tous les nationalistes xénophobes, en défense de droits fondamentaux pour toute l'Europe, et en laissant leurs électeurs choisir entre les options tactiques dont les pour et les contre seraient honnêtement présentés. (On peut rêver ?).

Peut-on avancer l'idée (naïve ?) que nous sommes confrontés à plusieurs dangers mortels : la "Pasokisation" évoquée de toutes les gauches européistes, ou un "Grexit" élargi imposé par les créanciers et l'eurogroupe – et facilité par l'apparence d'un choix volontaire. Quant à la montée du racisme et de la xénophobie (notamment les thèses de « l'eurabie » ou de "l'invasion" de l'Europe par l'islam) elle est présente à divers degrés dans tous les scénarios : l'européisme de Valls ou de Sarkozy n'est guère moins xénophobe que celui de le Pen ; et le repli nationaliste (qu'il ne faut pas confondre avec la défense de droits nationaux) est aussi dramatique qu'une construction européenne sur le dos des peuples. Les succès de Marine le Pen sont moins dus aux discours anti-européens qu'à la xénophobie – et tout particulièrement la dénonciation de l'invasion de la France par l'islam qui menacerait la laïcité, les femmes, les juifs et les homosexuels (ce qui a permis de reconfigurer le

« logiciel » lepéniste sur le terrain de la gauche). Mais il ne faut certainement pas laisser à l'extrême droite la question nationale (l'autodétermination et la souveraineté populaires démocratiques) et la lutte contre les pratiques néo-colonialistes internes à l'UE.

Qu'il s'agisse des luttes anti-racistes et contre toutes les oppressions, ou de la défense des droits nationaux, leur cohérence serait bien plus large et efficace (contre toutes les instrumentalisations hypocrites à géométrie variable) à l'échelle européenne, dans/contre l'UE, que de façon isolée. Elles pourraient y prendre un sens général et principiel (droits défendus partout, pour tous les peuples) et en même temps concret : quelle Union, avec quelle égalité de statut et de droits réels ?

Je voudrais à ce sujet, et en hommage à notre regretté camarade et ami François Vercammen, citer un de ses derniers textes écrits en 1999, avant une longue maladie, « Face aux institutions de l'Union européenne »[15]. Après avoir dans le détail analysé le contenu précis des institutions européennes non démocratiques et anti-sociales, et dénoncé les propagandes « européistes » qui valorisent l'UE comme « progressiste », il envisage des scénarios divers de mise en crise de l'UE. Les moins probables étant les plus coordonnés à l'échelle de plusieurs pays, il s'arrête sur un scénario plus réaliste – d'une montée sociale et politique dans un pays membre..

« Face aux institutions de l'Union européenne », il « faut avoir su se préparer politiquement et pragmatiquement » à une « montée offensive dans un pays membre de l'UE », pour « répondre à deux niveaux » : sur le plan national, une politique alternative doit prendre corps, renversant radicalement et visiblement « devant toute l'Europe » les priorités en faveur du monde du travail, des femmes, des jeunes pour prendre tout de suite une série de mesures sociales favorables et des mesures d'accompagnement afin de protéger cette expérience politique. Pour l'essentiel, elle devrait répondre aux doutes sur la possibilité d'organiser une telle rupture nationale en économie ouverte et européanisée,

devant l'hostilité de l'UE. Avec en tête deux objectifs : 1- trouver un appui au sein du pays, parler à l'Europe, ses populations, des mouvements populaires. 2- Sur le plan de l'UE, un tel gouvernement « en rupture de l'UE » ne devrait ni quitter l'UE, ni dénoncer ses traités. Le but étant d'amplifier la crise de l'UE en utilisant au maximum le temps et l'espace que permettent les règles institutionnelles des traités pour susciter appuis et mobilisations en Europe, afin d'enclencher une pression-débordement sur les autres gouvernements de l'UE ». Dès lors, « l'exigence de renégocier le traité » prendrait une force réelle dans une situation de crise, et ce, à une double condition : 1- lui donner un contenu concret précis qui, en fait, démantèle les traités ; 2- y coupler une proposition démocratique qui arrache le processus décisionnel des mains des gouvernements pour le transférer aux peuples ».

Il poursuit en analysant les enjeux qui se poseraient alors (quelles propositions?) et souligne que la crise de l'UE peut aussi survenir « de la bourgeoisie ». « Dans l'un et l'autre cas - crise à partir de la gauche ou crise à partir de la droite », ajoute-t-il,

« la question de la démocratie comme moyen de décision effective se poserait, et d'emblée au niveau européen. (...) C'est dans une telle perspective qu'apparaît utile un mot d'ordre de propagande générale, à savoir la convocation d'un Congrès démocratique des peuples d'Europe. Ce serait une assemblée élue dans chacun des pays qui veut en être partie prenante. Son objectif serait de débattre et de définir ou plusieurs projets de Constitution... »

Si tel est l'horizon stratégique, n'importe quel peuple – membre ou pas de l'actuelle UE ou UEM pourrait en être partie prenante ; dans le cadre de cette démarche démocratique et sociale partant des aspirations populaires et exigeant la mise à plat des Traités de l'UE, la mobilisation des populations concernées, dans chacun des pays est évidemment décisive, contre toutes les exclusions sexistes, racistes, homophobes. Aucun scénario ne doit être exclu, regroupements régionaux ou

conférences thématiques des peuples (en défense de Biens communs – santé, éducation, eau.)...

Mais quel que soit le scénario déclencheur, et notamment l'éclatement d'une crise à partir d'un seul pays, les mesures unilatérales prises devraient toujours être tournées « vers l'Europe » – les discours d'Alexis Tsipras sur la démocratie européenne, ou l'affirmation que le référendum contre les plans d'austérité avaient une portée pour tous les peuples européens – ont été de très belles illustrations de ces exigences. Mais c'est des peuples, en Grèce et en Europe, pas des autorités et dominants de l'UE qu'il fallait attendre un soutien à de tels objectifs.

Je voudrais ici conclure ces remarques générales en rejetant tout modèle d'Etat-nation européen, unitariste et centraliste, faisant fi de la diversité historique de ses peuples et des droits d'autodétermination de chaque peuple.

Autrement dit le fait que n'existe pas « un peuple européen » n'est aucunement un argument contre une démarche stratégique européenne (au plan politique et institutionnel, pas seulement comme juxtaposition de luttes sociales). Il faut donc réfléchir à des projets qui combinent différents niveaux de décisions, de financement, et de contrôle démocratique des choix établis par les peuples souverains – selon un principe de « subsidiarité » à réexaminer en recherchant le niveau adéquat pour une gestion efficace selon le problème posé, mais aussi selon le contexte politico social. Je ne développerai pas ici quelques pistes déjà proposées par ailleurs[16]. Les camarades du Bloc de gauche portugais (dans la résolution citée plus haut) ont rappelé que la Gauche européenne (dans laquelle ils se sont insérés) avait ces dernières années fait une série de propositions pour changer les institutions de l'UE. Le texte évoqué plus haut de François Vercammen est en partie une critique des démarches de « démocratisation » de l'UE sans crise. Mais cela ne veut pas dire que les propositions élaborées sont sans intérêt. Elles peuvent aider à concrétiser les débats, sans avoir l'illusion que les autorités de l'UE telle qu'elle est, pourraient par la vertu

de « négociations » à froid modifier les institutions de l'Union..

Dans « l'espace public européen » qu'il est urgent de construire, toutes ces propositions peuvent être débattues. Mais la première des urgences est concrète – et doit être dirigée « autour » du peuple grec, en solidarité concrète avec ses combats, contre une construction européenne néo-coloniale.

2°) Décliner ces enjeux stratégiques autour d'axes spécifiques opposant des logiques solidaires et les moyens de conquérir et protéger les droits.

a) la contestation du caractère illégitime, illégal, odieux ... des dettes européennes et des transformations institutionnelles qui les exploitent : contre les mémorandum mais aussi tout exit imposé par les créanciers.

Le panorama des transformations récentes qu'a subies l'UE est largement inconnu des populations – voire des militants. L'acquis en France de ce qu'avait été le vaste mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action de contestation des Traités européens en 2005 doit être repris, actualisé et étendu. La facilité de la dénonciation de la seule Allemagne est toute aussi erronée que l'ignorance du rôle clé qu'a joué le "couple" des dirigeants franco-allemands dans les grandes étapes de la construction européenne, et l'infléchissement majeur qu'a représenté l'unification allemande dans la transformation récente de l'UE. On peut souscrire largement à l'analyse que Fabien Escalona brosse dans Médiapart dans son tour d'horizon sur "La gauche alternative au défi du 'diktat' européen"[17]: "Au sein de l'UEM, l'Allemagne bénéficie d'une « emprise hégémonique », qu'elle tient de son poids économique, de ses positions institutionnelles et de sa capacité à se lier aux différentes sensibilités de l'Eurogroupe. Son intransigeance parle aux États de l'Europe nordique ou orientale, qui partagent son modèle économique ou sont intégrés à sa machine exportatrice. Ses positions dures ne sont pas désavouées par les gouvernements ayant appliqué une austérité contestée en interne. Et elles sont accommodées par d'autres pays, dont la France, pour qui la préservation du

périmètre européen est un impératif géopolitique autant qu'idéologique. Angela Merkel parlait à ces pays autant qu'à son Bundestag en y déclarant que l'euro « symbolise [la] communauté de destin » de l'UE".

La crise grecque permet de révéler ce qui lui préexistait : la substance des nouvelles institutions et mécanismes intégrés aux Traités et Pactes depuis 2009. Je partage les analyses de Cédric Durand et Razmig Keucheyan sur le "césarisme européen"[18] qui émerge de la crise. Mais il faut le préciser. Les institutions ont été transformées et de nouveaux mécanismes introduits pour contourner certains interdits et fragilités du système (face à la spéculation marchande) sans remettre en cause ni la libre circulation des capitaux, ni l'autonomie de la BCE, ni surtout convoquer une assemblée constituante : celle-ci serait théoriquement (en vertu des Traités) nécessaire pour toute transformation des règles et statuts des institutions et des Etats.

La réalisation d'une grande "Europe compétitive" est l'objectif. Mais l'absence de procédures solidaires dans les Traités s'est trouvée confrontée à la crise spéculative. Après le recours au FMI, des mécanismes ad hoc sont introduits pour que des « aides » – sollicitée par un Etat en crise – puissent être drastiquement conditionnées à des règles proches des sinistres « politiques d'ajustement structurels » imposées ailleurs par le FMI. L'article de Fabien Escalona (évoqué note 17), "La gauche alternative au défi du 'diktat' européen", fait notamment le point sur ces diverses mesures législatives, répressives – – « Le Six Pack » le « Two Pack », le « pacte budgétaire inclus dans le Traité sur la stabilité, la gouvernance et la coopération (TSCG) »[19] – dont l'esprit est "de modifier l'autonomie budgétaire des parlements". Le "fédéralisme" européens qui se consolide et dont certains se sont réjouis comme des "avancées" vers "plus d'Europe" devrait être contesté comme "illégal", illégitime" et "odieux" – pour reprendre les termes utilisés à propos de la dette.

L'analogie n'est pas fortuite : ne faut-il pas s'emparer de

l'illégalité – au regard des Traités européens eux mêmes, pourtant fort peu démocratiques – de toutes les procédures néo-coloniales mises en oeuvre non seulement en Grèce, mais auparavant à Chypre, et au-delà ? On peut s'inspirer de l'audit sur la dette grecque (voir sur le site du CADTM), et des actions du mouvement altermondialiste contre les Traités de libre-échange ou les Conférences sur le climat (en s'inspirant de bien des luttes évoquées par Naomi Klein dans son ouvrage « Tout peut changer »), pour forger à l'échelle européenne des contre-pouvoirs, blocages, lieux de contre expertises au service des contestations, et alternatives.

b) Poser partout la question : la monnaie (dans chaque contexte), les finances, la fiscalité – pour quoi faire ? Pour quels droits et « biens communs » ?

Il faut rendre concrets les enjeux pour les populations, contre des raccourcis : la monnaie n'est pas "neutre" – l'euro pas plus que la livre sterling ou le dollar ; elle n'est pas un simple intermédiaire aux échanges dans le capitalisme. Mais le retour aux monnaies nationales n'est pas une sortie du capitalisme – donc des enjeux de classe qui ne nouent derrière le contrôle de la monnaie et des financements. Cela est vrai de toute institution dans le capitalisme. Et c'est évidemment particulièrement vrai pour l'euro. Mais c'est, de façon concrète l'UEM (l'Union économique et monétaire qui utilise l'euro) dont un ensemble d'institutions et d'autorités qui les gèrent, ainsi que leurs « critères », qui font de l'euro un instrument au service des classes dominantes.

Contester l'UE et l'UEM de façon concrète implique donc non pas de « sortir de l'euro » mais de prôner une autre politique, d'autres droits, d'autres usages de la monnaie. La politique peut se retourner contre des « acteurs » et des besoins sociaux ainsi que des droits, quand on pose la question : l'euro – la drachme, la livre sterling ... – pour quoi faire ?

L'enjeu du contrôle public, social, pluriel de la monnaie et des financements est bien plus « politique » et subversif que le mot d'ordre de changer de monnaie.

Le caractère bancal de la construction d'un espace unifié et marchand sur la base d'une monnaie unique et quasiment sans budget en contrepartie, a été contesté depuis le début. Mais il n'est pas une « erreur » théorique. Ni seulement le résultat d'un projet « capitaliste » ou « néolibéral » (la GB très néo-libérale et capitaliste l'a toujours contesté...). Il est le résultat de compromis historiques à la croisée d'enjeux économiques, historiques concrets – où l'unification allemande a joué un rôle clé.

On laissera ici de côté ce débat. L'essentiel est dans la démarche et les propositions :

– Que l'on sorte ou pas de l'euro, il ne faut pas abandonner la réflexion et préparation de « monnaies parallèles » comme moyens de résistance, mais aussi conception plus large de la pluralité des espaces monétaires : il faut travailler à ce type de réflexion et projet au plan européen sur la base d'un collectif permanent reliant des experts et des mouvements sociaux, et popularisant les expériences existantes de financement non lucratifs de projets solidaires[20].

– Il faut intégrer sur ce plan les réflexions sur le système monétaire international dans ses diverses périodes (de l'étalon or au SMI de Bretton Woods) et les critiques entamées par Keynes contre ce dernier ; pousser la réflexion et propositions d'actions contre les pouvoirs du FMI et sur la recomposition en cours des rapports de force mondiaux autour des monnaies et financements alternatifs.

– Dans tous les cas, à tous les niveaux, il ne peut y avoir contrôle public des politiques monétaires dans le cadre de la libre circulation des capitaux : c'est un enjeu central, majeur ; de même que celui de l'interdiction de financements marchands privés spéculatifs des besoins de base – agriculture, mais aussi services sociaux, donc budgets publics. Des campagnes profondes et de longue durée doivent se déployer sur ces enjeux – avec formations populaires tournées vers l'action...

c) Aider les divers peuples européens à s'emparer de leur propres résistances passées/présentes contre tous les rapports

de dominations – ce faisant, les connaître pleinement et en faire un “bien commun européen” et le creuset de l’espace public européen.

Le vocabulaire apologétique de l’UE pénètre souvent les discours de ceux qui la critiquent : il faut veiller à ne jamais appeler “Europe” cette construction sans précédent historique qu’est l’Union européenne pour la critiquer de façon précise.

Il faut combattre un racisme « européiste » qui désigne les peuples « dignes » d’être « Européens et dénigre les autres, leur passé, leur histoire...J’ai cherché à contribuer à ce travail notamment concernant les peuples des Balkans[21] contre une idéologie “européiste” dominante qui n’admet comme « civilisés » que les peuples qui rejoignent l’Union en se pliant à ses règles. Le peuple grec subit de plein fouet ce type d’insulte.

Plus largement, avec la guerre sociale de destruction massive qui est menée depuis le tournant des années 1980 et qui rebondit après 2008/9, un des enjeux majeurs au plan idéologique, politique, répressif, est la criminalisation des résistances passées/présentes, donc des révolutions du XXe siècle – réduites au goulag et au parti unique, privées de tout acquis social issu des luttes à la fois anticapitalistes et anti-bureaucratiques ; ce passé/présent, de même que celui des soulèvements anti-colonialistes ou contre l’esclavage – doivent être pleinement intégrés dans « l’espace public européen » alternatif que nous devons construire ; dans les batailles pour une hégémonie alternative que nous devons y mener.

Approfondir l’analyse concrète des grandes phases de la construction européenne avec le regard des divers peuples concernés par ses élargissements successifs, c’est revenir sur les conditions différentes et concrètes qui ont prévalu aux élargissements dans les années 1980 vers les pays du Sud (sortant de dictatures) puis vers les pays de l’Est. Le faire, c’est comprendre ce qu’ont été les attentes des peuples et leurs déceptions actuelles ; mais c’est aussi se donner les

moyens de s'appuyer sur ces dernières pour les retourner contre l'UE, contre ses promesses égalitaires et sociales, démocratiques, non tenues. C'est mettre à nu ce qui était le produit des conditions de la guerre froide entre systèmes et ce qui veut définitivement mettre fin à tout système alternatif. C'est mettre à l'ordre du jour une autre Europe dans un autre monde, contre le système-monde capitaliste mondialisé.

d) Tourner les fusils de la colère contre les possédants qui divisent pour régner sur des bases racistes...

Il ne faut pas se tromper de cible...

La radicalisation de la lutte en Grèce, l'approfondissement du "non" référendaire, ne doit pas se retourner au bénéfice d'Aube Dorée ou d'une oligarchie grecque qui a bénéficié avec les banques allemandes et françaises des pseudo « aides » européennes.

Il faut "retourner les fusils" de la colère comme le dit Jean Ziegler[22] contre ceux qui, partout, bénéficient de la guerre sociale dominante.

S'il y a un combat nécessaire contre les comportements et pouvoirs néo-coloniaux d'un "centre" de l'UE, notamment en Allemagne, les "périphéries" se situent aussi au sein des pays dominants : les travailleurs allemands subissent des redoutables lois Hartz qui généralisent la précarité, les "one euro job" et s'appuient sur des délocalisations. Les Allemands de l'Est ont subi des privatisations forcées et pratiques néo-coloniales qui ont laissé des traces durables. En même temps, les populations de l'Europe de l'Est ont été utilisées pour la mise en place d'un dumping social et fiscal européen radical (au bénéfice du capital) et pour imposer des « disciplines » austéritaires visant au démantèlement des services sociaux.

Toutes ces dépossession sont ignorées par chaque peuple isolé et muselé, mis en concurrence avec tous les autres. On ne peut comprendre et combattre la faible solidarité avec le peuple grec, ni combattre le racisme "anti-Grec" véhiculé par les couches dirigeantes pour légitimer leurs propres politiques, sans mettre à plat ce qu'ont subi tous les peuples européens,

sans contester les mécanismes et les idéologies qui ont accompagné cette casse sociale à l'échelle continentale. Cela doit se faire avec tous les peuples concernés, sur des bases égalitaires fondant un autre projet européen. Personnellement, je l'appellerais volontiers « socialiste ». Mais ce n'est pas l'essentiel, et l'accord sur les mots n'est pas une précondition pour inventer ensemble cette autre Europe, dans un autre monde..

Catherine Samary, le 8 août 2015. <http://csamary.free.fr>

[1] Ces termes sont empruntés à la résolution adoptée par la direction nationale du Bloc de Gauche portugais : voir sur ESSF (article 35561), Leçons de Grèce – Résolution : La Démocratie contre le colonialisme financier.

[2] Voir sur ESSF (article 35537), Grèce : « Le non n'est pas vaincu, nous continuons ».

[3] Ont participé à cet ouvrage Verveine Angeli, Thomas Coutrot, Guillaume Etiévant, Michel Husson, Pierre Khalifa, Daniel Rallet, Jacques Rigaudiat, Catherine Samary et Aurélie Trouvé.

[4] Voir sur ESSF (article 35620), Seen from Germany, lessons from Greece : Escaping the Euro Dream – The Terms of the Debate.

[5] Voir sur ESSF (article 35604), Quelle stratégie pour la gauche radicale européenne ? Contribution à la réflexion collective après la défaite en Grèce.

[6]

<http://blog.mondediplo.net/2015-07-18-La-gauche-et-l-euro-liquider-reconstruire>

[7] <http://www.regards.fr/politique/europe-en-etre-ou-pas,7753>

[8] Voir sur ESSF (article 35627), Qu'est-ce que l'Europe ? – Introduction de l'ouvrage collectif « En finir avec l'Europe ».

[9]

<http://www.gauche-anticapitaliste.org/content/en-finir-avec-lu-e-pas-avec-leurope>

[10] Voir sur ESSF (article 35444), L'épreuve de force

grecque et l'urgence du débat stratégique à gauche.

[11] Voir notamment sur ESSF (article 35539), Quel plan B – La « bonne drachme » ? Modeste contribution au débat sur la Grèce.

[12] <http://cadtm.org/Grece-des-propositions>

[13] <http://cadtm.org/Lettre-ouverte-a-Yanis-Va>

[14] Il faut notamment revenir sur les ambiguïtés de 1989 et les enjeux de la nouvelle « guerre tiède » avec la Russie (voir les articles sur ces sujets sur <http://csamary.free.fr> – articles récents sur l'Ukraine et dans la rubrique « le nouvel ordre mondial »).

[15] Inprecor n° 618, août 2015, en hommage à F. Vercammen après son récent décès. Article «Face aux institutions de l'Union européenne », à lire sur ESSF (article 35220), Face aux institutions de l'Union européenne – Eléments sur les aspects institutionnels-étatiques de l'UE.

[16] Quelques pistes de réflexions avaient été avancées dans le texte écrit en 2003 par Antoine Artous, Dominique Mezzi et moi-même (et republié en 2012) « Peser sur l'émergence d'une autre Europe » ; lire sur <http://www.contretemps.eu/interventions/peser-sur-l%C3%A9mergence-dune-autre-europe>

[17] Voir <http://www.mediapart.fr/journal/france/230715/la-gauche-alternative-au-defi-du-diktat-europeen>

[18] Voir sur ESSF (article 34276), Vers un césarisme européen – La suspension de la démocratie à la faveur de la crise.

[19] Voir <http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20140406trib000823814/two-pack-six-pack-semester-europeen-comprendre-pourquoi-paris-tremble-devant-bruxelles.html>

[20] Voir notamment les réflexions à ce sujet de Thomas Coutrot et Bruno Théret : cf Libération sur le « ballon d'oxygène de l'euro-drachme » http://www.liberation.fr/monde/2015/03/15/l-euro-drachme-ballon-d-oxygene-pour-la-grece_1221089

[21] En défense d'autres Balkans pour une autre Europe cf.
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26850>

[22] <http://www.politis.fr/Jean-Ziegler-choisit-son-camp,28612.html>